

Étaient présents :

ANJUBAULT Mélanie et MECHINEAU Julie, Cap formation Loire-Atlantique
BOCENO Camille, CCEG
BONNET Séverine, Synergies
BOSSARD Mathieu et Nathalie RACINEUX, Cerema
BOURCIER Sébastien, ADEME
BOURGUIGNAT Maëlle, CD 44
CHAUVIN Antoine, MSA Loire-Atlantique
CHEVILLARD Thomas, AFODIL
CORVAISIER Anne, Erdre et Loire Initiative sur le Pays d'Ancenis
GENEAUDEAU Magali, FASTT
GOIC Morgane, Pôle Emploi
GREGOIRE Olivier, ABC le CO2
GUIMERA Sylvie et RAYNAUD Célia, DREAL Pays de la Loire
HIAS Francois, Déclic Mobilité sur l'agglomération Nantaise
ISAIA Bruno, Les Retz'chauffeurs
LEDUC Magali, CD 85
LEROY Juliette, Ateliers méca Sud Vendée
LETOURNEUX Marc, CD 44
MICHELOT Gaëlle et MINARD David, DDTM 85
ROUVIERE Florian, DDTM 44
VIVANT Didier, ORT

Actualités des membres du réseau

Concernant la DREAL les actualités sont :

- Deux études en cours : « Les nudges dans le report modal vers la marche », « Faisabilité et intérêt d'un diagnostic individualisé de mobilité pour les nouveaux arrivants »
- Rencontre d'un nouvel acteur de la mobilité : FASTT
- Présentation « Enjeux et cadre de la mobilité durable » à la DDTM 44 le 17/10/19
- Présentation de la LOM par la DGITM aux agents de l'État, prévue le 07/01/2020
- Présentation de la LOM par la DREAL aux EPCI le 13/02/2020
- Fonds de mobilité active « Continuité cyclable » : 7 lauréats en Pays de la Loire en 2019 ([Plus d'informations](#))
- France Mobilités : [AMI TENMOD](#) 1 lauréat en Pays de la Loire en 2019 + présentation de la cellule régionale France Mobilités à Laval le 16/12/19. ([Pour en savoir plus sur la cellule régionale](#))
- [Le PRSE](#), piloté par la DREAL et l'ARS, propose chaque année des appels à projet avec des financements possibles pour la mobilité.

Pour CAP formation Loire-Atlantique, l'actualité réside dans sa participation à l'appel à projets du département 44 pour la mise en œuvre d'une plateforme de mobilité sur le territoire. L'action de Cap formation porte sur la rencontre des personnes qui ont des problèmes de mobilité, cela passe par des entretiens individuels mais aussi par la mise en place d'ateliers thématiques.

La MSA Loire-Atlantique mène une action sur la mobilité et le transport solidaire. L'actualité principale est le [décret du 20 août 2019 relatif aux services de transport d'utilité sociale](#) qui pose problème pour les actions menées sur le transport solidaire. Il faut également noter que le 12 février 2020 aura lieu, aux EcoSSolies de Nantes, les assises nationales du transport solidaire.

L'association RETZ'Chauffeurs, dont la mission est d'accompagner les personnes dans leurs déplacements grâce à des chauffeurs bénévoles, est également inquiète au sujet du décret du 20 août. En effet, ce décret limite le nombre de personnes qui pourront être bénéficiaires du transport solidaire. De plus, il interdit de déposer les personnes dans les aires urbaines de plus de 12 000 hab, ils devront donc déposer les personnes sur un pôle d'échange.

→ Suite aux remontées concernant ce décret, il a été décidé de constituer un groupe de travail qui se réunira le 9 janvier après-midi à la DREAL avec le CEREMA, le Conseil départemental 44, la MSA, les Retz'Chauffeurs et la DREAL.

Le Département de Loire-Atlantique a lancé une expérimentation sur les points stop notamment sur la communauté de communes du Pays de Pont-Château-Saint-Gildas-des-Bois. Pour l'année 2020 deux lignes vont être expérimentées sur la Communauté de communes du Pays d'Ancenis.

Le FASTT développe actuellement le dispositif « [Atouts Permis](#) » avec Cap formation. Il s'agit d'un dispositif expérimental qui accompagne les personnes rencontrant des difficultés dans le passage du permis de conduire. Cette aide passe par la mise en place d'aides financières mais aussi du coaching ([Plus d'informations sur FASTT](#)).

Le CEREMA travaille en lien avec la DREAL sur plusieurs études, notamment une étude qui porte sur les lignes de point stop. Il est également pilote de la cellule régionale France mobilités, qui accompagne les territoires peu denses sur la mobilité. La cellule a reçu ses premières sollicitations de la part des territoires sur des sujets variés (réflexion globale sur la mobilité, création de schéma vélo, questionnements sur la mobilité dans des nouvelles ZAC). Un premier événement régional France Mobilités a eu lieu le 3 décembre sur la thématique du covoiturage domicile-travail ([Plus d'info sur le site internet de la DREAL](#)).

L'ADEME mène des actions pour développer la marche et la pratique du vélo. Pour cela elle instruit et met en œuvre l'appel à projets « Vélo et territoire ». Elle réalise également un accompagnement des collectivités, avec l'État, pour la mise en œuvre des plans vélo. En 2020, l'ADEME lancera une démarche d'évaluation des schémas cyclables. Elle a également lancé un challenge de la mobilité avec l'appui de l'association Alisée ([plus d'informations](#)). L'année prochaine un test sera réalisé sur les scolaires avec des territoires pilotes pour un challenge de la mobilité.

Pour l'ORT, l'actualité est la programmation 2020 des réunions d'échanges et l'organisation d'un colloque. Les mardis de l'ORT auront donc pour thème : « L'essor du VAE, quels sont les ressorts de cette dynamique ? » (a priori le 7 avril 2020), « Nouvelle énergie : l'hydrogène » (début juin) et « L'autopartage sous toutes ses formes » (novembre 2020). Le colloque annuel, qui aura lieu en septembre, portera sur « la contractualisation AOM – exploitants – ouverture à la concurrence : regards croisés sur le transport urbain, interurbain et ferroviaire » ([plus d'informations sur l'ORT](#)). Pour information, il existe une cartographie des initiatives de mobilité durable, n'hésitez pas à faire remonter les nouvelles initiatives ou à prévenir de la suppression de certains services ([La cartographie de l'ORT](#)).

AFODIL porte une plateforme de mobilités sur le Maine et Loire qui effectue des recensements des différents moyens de mobilité. Elle réalise des diagnostics de mobilité avec mise en place de plans d'actions et d'ateliers thématiques. AFODIL est adhérent e à [Mob'in](#), qui est un réseau de coopération des acteurs territoriaux de mobilité. L'actualité d'AFODIL est le développement de points de mobilité sur les territoires ruraux, afin de pallier le manque de services. Une réflexion est en cours sur ce sujet au niveau des bassins d'emplois avec le département du Maine et Loire.

La DDTM 85 est en attente de connaître l'impact que pourrait avoir la loi LOM sur leur structure en termes de plan de charge. Elle réalise un accompagnement des territoires sur la mise en place de plans climat (PCAET), elle porte aussi une politique de mobilité sur le territoire de la Vendée.

Pôle emploi pour sa part réalise des campagnes de sensibilisation sur la mobilité auprès des conseillers pôle emploi (actions logement et primes de mobilité). En interne, ils organisent des journées thématiques (covoiturage, vélo...) et mettent en place des challenges.

Pour la Communauté de Communes Erdre et Gesvres (CCEG), le conseil communautaire vient d'approuver le plan vélo. Forts de leurs succès sur le territoire avec la première flotte de vélos à assistance électrique (VAE) ils ont prévu une deuxième vague d'achats. Les VAE arriveront en juin 2020. Ils prévoient également la participation au challenge de la mobilité pour 2020 et renouvelleront l'expérience « marche et vélo à l'école ».

[ABC le CO2](#) est une jeune entreprise, qui a pour objectif d'aider au changement des pratiques vers une mobilité électrique et durable. Pour cela des défis mobilité électrique sont organisés, avec des prêts de véhicules électriques (en remplacement du thermique) ou VAE : l'objectif est de faire le plus grand nombre de km pendant la durée du défi. Le Sydela et sucé sur Erdre sont associés.

La DDTM 44 suit actuellement le plan global de déplacement (PGD) de Clisson Sèvre et Maine Agglo ainsi que le contrat de transition écologique (CTE) de la CCEG qui ont trois actions en faveur de la mobilité.

Declic mobilité mène des actions pour améliorer les compétences à la mobilité à travers des formations et de la sensibilisation. Ils travaillent avec les maisons de l'emploi, missions locales et d'autres structures. Ils sont également en partenariat avec la plateforme 44.

Le département de la Vendée a réalisé un benchmark auprès des collectivités qui ont mis en place du transport solidaire. Il mène actuellement une réflexion sur la possibilité d'accompagner les collectivités du littoral sur des aspects mobilité et innovation.

[L'association Erdre et Loire Initiative](#) travaille sur l'insertion par l'activité économique. Ils ont répondu à un appel à projets sur le Pays d'Ancenis pour du conseil à la mobilité.

Ateliers méca sud Vendée, plateforme de mobilité basée à Fontenay-le-comte, propose à ses bénéficiaires l'accès à des garages solidaires et des services de location de véhicules. Ils effectuent un conseil à la mobilité sur leurs antennes avec notamment des diagnostics individuels de mobilité et des ateliers thématiques. Leur actualité est le développement de leur plateforme qui est récente (1 an et demi) et qui fait face à de nombreuses demandes.

Le département de Loire-Atlantique a pour actualité le lancement des plateformes mobilité sur l'ensemble de son territoire (6 conseillers mobilité pour 6 délégations). Au vu du grand nombre d'initiatives déjà présentes sur le territoire l'appel à projets avait été lancé sans définir de périmètre géographique. Les 5 opérateurs retenus se sont positionnés naturellement sur leur périmètre d'action. L'objectif de cet AAP est de structurer et coordonner l'offre de services pour les personnes en insertion. Le 12 novembre 2019 a eu lieu le Carrefour de l'insertion 44, qui portait cette année sur la mobilité. L'objectif étant de mettre en réseau les opérateurs de la mobilité et de l'insertion sur le territoire.

L'association Synergies de Mayenne a animé un défi mobilité « Bougeons mieux en Haute-Mayenne ». Pendant ce défi les 26 participants ont pu faire leur propre état des lieux d'identification de leurs besoins de mobilité sur le territoire. Ce défi sera renouvelé en 2020, de nouvelles

communautés de communes pourront rejoindre le défi, et un projet est également prévu envers les entreprises.

Présentation de la Loi d'Orientation des Mobilités¹

Présentation de l'Ademe sur les services vélo²

Informations complémentaires :

- [Le dispositif des Certificats d'économie d'énergie](#)
- [Le programme Alvéole](#)
- [NR-Pro le comparateur de primes énergie](#)

Perspectives du réseau pour l'année 2020

Les thèmes évoqués en séance :

- La mobilité en lien avec les entreprises et les zones d'activités (Comment les sensibiliser sur le sujet, quelle approche avoir pour faire changer les comportements ?)
- La mobilité avec les scolaires (référencer et capitaliser les actions auprès des scolaires)
- La mobilité des seniors et les VAE
- La gouvernance avec les plateformes de mobilité dans le cadre de la LOM (cf. les comités de partenaires)
- L'accompagnement solidaire et notamment les référents mobilité des structures qui le pratiquent, qui ont besoin d'être outillés et soutenus (formation...)

Les membres du réseau ont exprimé également le souhait de disposer de plus de temps pour échanger. La prochaine rencontre du réseau en 2020 se fera sur une journée avec le matin un temps d'information générale et l'après midi un temps d'atelier d'échanges et de co-construction thématique.

1 Voir le support de présentation joint au compte-rendu.

2 Voir le support de présentation joint au compte-rendu.